

# La France depuis 1945

PBO : Quelles sont les évolutions politiques, économiques et sociales que la France a connu après la Seconde Guerre Mondiale ?

## I. La IVème République (1946-1958)

### A. La reconstruction : Du GPRF à la Constitution de 1946

Doc 3 p. 305 : (CA5)

Rappel : Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, la France est exsangue. Il faut tout reconstruire : logements, usines, voies de communication... La situation économique est difficile, la France souffre de **pénuries** (les tickets de rationnement ont cours jusqu'en 1947) et l'**inflation** rend la vie quotidienne difficile.

Doc 4 p. 305 : (CA5)

Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, le **GPRF** (Gouvernement Provisoire de la République Française) dirigé par le **général De Gaulle** est au pouvoir. Très vite, la vie politique se réorganise et des élections sont organisées. Les Français élisent une **assemblée Constituante** en **octobre 1945**. Les trois grands partis vainqueurs sont la SFIO, le Parti Communiste et le MRP (Mouvement Républicain Populaire) : on parle de **tripartisme**.

Remarque : Les **femmes votent** pour la première fois lors des élections d'octobre 1945.

Le GPRF a entrepris de **grandes réformes** pour reconstruire la France :

- **Nationalisation** des grandes banques (Crédit Lyonnais, Société Générale...)
- Nationalisation des transports aériens (création d'Air France) et de l'énergie (création d'EDF-GDF et des Charbonnages de France)
- Nationalisation des entreprises qui ont collaboré avec les Allemands comme Renault.
- Création d'un Commissariat au Plan qui fixe les grands objectifs de plan de production
- **Création de la Sécurité Sociale en octobre 1945** : remboursement des frais de santé et versement des pensions de retraite
- Obligation pour les entreprises d'avoir un Comité d'entreprise

Par ses grandes réformes, le GPRF a permis que l'Etat contrôle les grands secteurs clés de l'économie : transports, banques, énergie...)

Doc 6 p. 305 : (CA7)

Doc 5 p. 305 : (CA10)

La **Constitution de la IVème République est adoptée par référendum en octobre 1946**. Le nouveau **régime** est **parlementaire** : il consacre la supériorité du législatif sur l'exécutif. L'Assemblée nationale peut en effet renverser très facilement le gouvernement alors que le Président de la République a un pouvoir très faible.

De Gaulle souhaitait un pouvoir exécutif fort, il démissionne dès janvier 1946 lorsqu'il se rend compte que l'orientation que prend la nouvelle constitution ne correspond pas à ses principes.

### B. L'œuvre de la IVème République

Doc 3 p. 307 : (CA5)

A partir de **1947**, les Etats-Unis avec leur **Plan Marshall** apportent à la France les capitaux dont elle a besoin pour se reconstruire (plus de 2600 millions de dollars).

La **planification incitative** établie par **Jean Monnet** oriente les investissements des entreprises selon les besoins du pays. Pour le premier plan quinquennal, la priorité est donnée à la production de charbon, d'acier, d'électricité et de ciment, à la construction de logements et aux exportations.

La France a besoin de **main d'œuvre** pour se reconstruire : elle fait très largement appel à l'**immigration**. Cette période voit aussi de nombreux progrès sociaux :

En **1950**, le salaire minimum garanti (**SMIG**) est adopté.

En **1956**, la **troisième semaine de congés payés** voit le jour.

Toutes ces mesures ont permis à la France de se reconstruire en un temps record : en 1950, la France a dépassé le niveau de 1938. On parle de « **miracle économique** ».

Néanmoins, il faut souligner qu'il existe de grands déséquilibres entre les régions et que la crise du logement perdure ce qui entraîne en 1954 une dénonciation de la situation par l'abbé Pierre.

La France cherche de nouveaux partenariats économiques et cherche à renforcer le pouvoir de l'Europe de l'Ouest face à l'URSS. Elle adhère donc en **1951** à la **CECA** puis en **1957**, elle signe le **traité de Rome** instituant ainsi la **CEE**.

## **C. Une République instable qui s'enlise dans la guerre coloniale**

Doc 1 p. 306 : (CA5)

La **IVème République** est très **instable**. En 12 ans, **23 gouvernements se succèdent** (environ un tous les six mois), tous renversés par l'Assemblée Nationale qui ne parvient pas à se forger une majorité à cause de l'**opposition des communistes** (refusent l'alliance avec les Etats-Unis) **et des gaullistes**.

Docs 2, 5 et 6 p. 306-307 : (CA5+CA10)

En dépit des progrès économiques internes, la situation extérieure de la France est difficile. La France subit une lourde **défaite à Dien Bien Phû le 7 mai 1954** (après 8 ans de guerre acharnée) et des troubles secouent la Tunisie et l'Algérie. Le Président du Conseil, Pierre Mendès France signe les **accords de Genève le 20 juillet 1954** : l'Indochine obtient son indépendance. Il prépare également l'**indépendance du Maroc** et de la **Tunisie** qui l'obtiendront après son départ en **1956**.

En 1956, sous la pression américaine et soviétique, la France et l'Angleterre renoncent à leur intervention pour empêcher la nationalisation du Canal de Suez.

En **novembre 1954**, en Algérie, le Front de Libération Nationale (**FLN**) **commence la lutte armée** pour l'indépendance. La France est impuissante face au FLN. La nomination de Pierre Pflimlin, favorable à l'indépendance algérienne, au poste de président du Conseil provoque le **13 mai 1958** une **insurrection des Français d'Algérie** qui craignent que le gouvernement ne négocie l'indépendance. L'armée rallie l'insurrection.

Pour résoudre la crise, le **Général de Gaulle est rappelé au pouvoir**. Il est **nommé Président du Conseil** par le Président René Coty. Investit par l'Assemblée, il obtient les **pleins pouvoirs** et le **droit de réviser la Constitution** : C'est la fin programmée de la IVème République.

## **II. La Vème République**

### **A. 1958-1969 : Les années de Gaulle**

Doc 3 p. 310 : (CA7)

La **Constitution** rédigée entre autres par Michel Debré est largement **approuvée par référendum** en **septembre 1958**. La Vème République donne un **pouvoir prépondérant au pouvoir exécutif**. De Gaulle est élu Président de la République en 1958 car il dispose d'une large majorité à l'Assemblée. En **1962**, il fait approuver par **référendum** l'**élection du Président de la République au suffrage universel direct**.

Doc 4 p. 311 : (CA10)

En 1959, De Gaulle affirme que les Algériens doivent décider eux-mêmes de leur avenir puis il commence à négocier l'indépendance de l'Algérie. Cela provoque la colère d'une partie des Français d'Algérie et de l'armée : **en avril 1961, des généraux tentent un coup d'Etat à Alger** puis c'est une organisation secrète, l'**OAS** (Organisation de l'Armée Secrète) qui multiplie les **attentats** afin de remettre en cause l'indépendance. Finalement, les **accords d'Evian** accordant l'**indépendance à l'Algérie** sont signés en **1962**.

En **1960**, De Gaulle a accordé leur **indépendance** aux **colonies d'Afrique noire** dans le cadre d'une communauté franco-africaine.

Sur le plan de la politique extérieure, De Gaulle défend une certaine idée de la France. Il dote la France de la **force nucléaire en 1960** afin de libérer la France de l'hégémonie américaine et il fait **sortir la France du commandement de l'OTAN en 1966**. Il ouvre la diplomatie et l'économie française vers l'Est (rapprochement franco-allemand) et reconnaît la Chine populaire en 1964.

Remarque : La France a réintégré l'OTAN en mars 2009.

Sur le plan économique et social, De Gaulle met en place le **nouveau franc en 1959** ce qui permet de stabiliser à la fois la monnaie et l'économie. Les années De Gaulle sont la période des grands travaux comme le plan autoroutier, la création de vastes zones industrialo-portuaires, l'usine marémotrice de la Rance, les centrales nucléaires, l'avion Concorde...). En **1960**, la France est la **5<sup>ème</sup> puissance industrielle mondiale**, nous sommes en plein dans les « **Trente Glorieuses** ».

Néanmoins, le mécontentement gronde. Lors de l'élection présidentielle de 1965, De Gaulle bat de très peu (55% des voix) François Mitterrand, candidat de la gauche.

Lire le haut de la page 312 + docs 1 et 2 p. 312 + doc 3 p. 313 : (CA5+CA10)

Lire le haut de la page 313 + docs 4 et 5 p. 313 : (CA10)

La crise morale qui touche la France se cristallise au mois de **mai 1968**. Les étudiants qui craignent pour leur avenir ont l'impression de ne pas être entendus. De plus, ils remettent en cause la société de consommation comme seule voie d'existence. Du **3 au 14 mai 1968**, des **affrontements violents** opposent les étudiants aux forces de l'ordre. La **classe ouvrière a rejoint le mouvement** et le **pays** se retrouve complètement **paralysé par les grèves**. L'économie tourne au ralenti.

Le **27 mai**, le premier ministre, Georges Pompidou signe avec les syndicats les **accords de Grenelle** qui augmentent les salaires et accordent des droits d'expression syndicale. Ces accords sont aussitôt rejetés par la base ouvrière.

Le **30 mai**, **De Gaulle dissout l'Assemblée**. La lassitude de l'opinion et l'agitation du « péril rouge » lui assurent un triomphe lors des élections législatives de juin. Néanmoins, son prestige s'effrite.

En **avril 1969**, De Gaulle propose aux Français un **référendum sur la régionalisation**. **Le non l'emporte**. **De Gaulle décide alors de démissionner**.

## **B. 1969-1981 : Pompidou et VGE**

Lire le haut de la page 314. (CA10+CA12)

Doc 3 p. 315 : (CA5)

**Georges Pompidou est élu Président de la République en 1969**. Il poursuit la politique gaulliste dont il se réclame l'héritier. Néanmoins, il **ouvre la CEE à l'Angleterre** et il privilégie le développement industriel. Sous son mandat, la gauche se rassemble pour devenir une vraie force d'opposition.

Pompidou cherche à « bâtir une nouvelle société ». La croissance permet des avancées sociales : **création du SMIC** (salaire minimum indexé sur la croissance), développement de la formation permanente, développement des conventions collectives...

Docs 4, 5 et 6 p. 315 : (CA5+CA7+CA10)

**En 1974, Valérie Giscard d'Estaing est élu Président de la République**. C'est le premier président non-gaulliste de la Vème République. Il multiplie les **réformes sociales : majorité à 18 ans** en 1974, **loi Veil légalisant l'avortement** en 1975, libéralisation du divorce... Néanmoins, les chocs pétroliers de 1973 et 1979 accentuent une crise économique marquée par l'inflation et l'apparition d'un chômage persistant.

Le premier ministre Jacques Chirac (1974-1976) met au point une politique de relance puis le premier ministre Raymond Barre (1976-1981) met en œuvre une **politique d'austérité** : économies d'énergies, restructuration industrielle, encouragement à l'épargne, blocage des prix, augmentation des impôts... afin de limiter le déficit budgétaire mais cela ne permet pas d'enrayer l'inflation et le chômage. En 1981, le chômage touche 2 millions de Français.

## **C. 1981-1995 : Les années Mitterrand**

Dans un contexte économique de plus en plus difficile, le **10 mai 1981**, **François Mitterrand remporte les élections face à VGE**.

Doc 6 p. 317 : (CA8)

Les socialistes remportent les élections législatives et **Pierre Mauroy est nommé premier ministre**.

De **grandes réformes sociales** sont lancées : la **semaine de 39 heures**, la **5<sup>ème</sup> semaine de congés payés**, la **retraite à 60 ans**, l'augmentation du salaire minimum... C'est aussi **l'abolition de la peine de mort**

en 1981, les lois sur la décentralisation de 1982-1983, l'autorisation des radios libres...L'Etat décide également une nouvelle vague de nationalisations (banques, grandes entreprises industrielles...). La politique de relance mise en place est un échec : Pénalisées par de trop lourdes charges les entreprises ne sont pas assez compétitives. Les socialistes décident donc la mise en place d'une politique de rigueur dès 1983.

Décentralisation : Transfert d'une partie des pouvoirs de l'Etat aux collectivités (commune, département, région).

Doc 6 p. 317 : (CA8)

La droite remporte les élections législatives de 1986. Comme le veut la Constitution, le Président de la République est obligé de choisir son Premier ministre dans la majorité. C'est la première cohabitation : François Mitterrand (PS) nomme Jacques Chirac (RPR : Rassemblement pour la République) Premier ministre.

En 1988, François Mitterrand est réélu Président de la République face à Jacques Chirac. La gauche est majoritaire aux législatives. De 1988 à 1993, les Premiers ministres de gauche se succèdent : Michel Rocard, Edith Cresson puis Pierre Bérégovoy. Les différents gouvernements tentent de limiter la crise sociale et économique qui touche le pays en faisant des réformes comme le RMI (Revenu Minimum d'Insertion), la Contribution Sociale Généralisée (CSG)... Cela ne suffit pas à enrayer la crise économique qui perdure : en 1993, le nombre de 3 millions de chômeurs est dépassé.

L'échec face au chômage (les 3 millions de chômeurs sont dépassés en 1993) et les scandales politico-financiers qui touchent l'entourage du Président entraînent une large majorité de la droite aux élections législatives de 1993. Le gaulliste Edouard Balladur est nommé Premier ministre : c'est la deuxième cohabitation de l'ère mitterrandienne.

Doc 6 p. 317 : (CA8)

En 1995, Jacques Chirac est élu Président de la République. Il a basé sa campagne sur la réduction de la « fracture sociale ». La politique sociale menée par Alain Juppé mécontente l'opinion. Pour renforcer sa légitimité, Chirac dissout l'Assemblée nationale mais c'est la gauche qui l'emporte en juin 1997. Le Président Chirac nomme alors Lionel Jospin (PS) Premier ministre. C'est la 3<sup>ème</sup> cohabitation de la Vème République. Dans un contexte de reprise économique internationale, la gauche multiplie les réformes sociales : Pacs (Pacte Civil de Solidarité), CMU (Couverture Maladie Universelle), loi sur la parité homme/femme en politique, 35 heures de travail hebdomadaires... C'est également la réforme du mandat présidentiel qui passé à 5 ans.

Néanmoins, les déficits publics se creusent et la montée de l'insécurité inquiète les électeurs. Cela fait la part belle à la percée de l'extrême droite.

Doc 2 p. 316 : (CA5)

Doc 3 p. 318 : (CA5)

Compare les docs 1 p. 318 et 4 p. 319 : (CA7)

Lors des élections présidentielles de 2002, le deuxième tour voit s'affronter Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen (Front National). C'est un véritable choc politique. Chirac est élu avec 82% des voix. Il lance de grandes réformes : décentralisation, retraites, renforce la lutte contre l'insécurité et réaffirme la laïcité dans le cadre de l'école.

En 2007, Nicolas Sarkozy (UMP : Union pour la Majorité Présidentielle) est élu Président de la République face à Ségolène Royal (PS).

Conclusion : Depuis 1988, la Vème République a été marquée par toutes sortes de politiques : relance de la consommation, austérité, renforcement de l'intervention de l'Etat, désengagement de l'Etat.... mais toutes ces politiques n'ont pas permis d'enrayer la crise. Les succès du Front National et l'augmentation de l'abstentionnisme et du vote contestataire révèlent le malaise croissant des électeurs.

Néanmoins, une **constante** apparaît entre tous les gouvernements successifs : c'est la volonté de poursuivre activement la **construction de l'Union Européenne**.

### **III. Les transformations de la société française**

#### **A. Un bouleversement démographique : Du baby-boom au papy-boom**

Doc 1 p. 322 : (CA7)

De 1945 jusqu'aux années 1960, la France connaît une forte augmentation des naissances : c'est le « baby-boom ». Alors qu'avant guerre une femme avait environ 1.5 enfants, elle en a 2.5 pendant le baby-boom. La forte immigration que connaît la France ajoutée au baby-boom permet de rajeunir et d'accroître la population française.

De plus, l'amélioration des conditions de vie, la création de la Sécurité sociale et la diffusion et les progrès de la médecine permettent un allongement de la durée de vie.

Aujourd'hui, se pose le problème du « papy-boom » : financement des retraites, accueil des personnes dépendantes, augmentation des dépenses de santé...

Remarque : La France connaît depuis 2008 un fort regain de natalité.

#### **B. Les changements dans le cadre de vie et de travail**

Doc 1 p. 320 : (CA7)

Docs 4, 3 et 5 p. 321 : (CA7+CA5)

Après la guerre, le nombre de paysans diminue rapidement. Désormais ce sont des exploitants agricoles qui utilisent des machines performantes, empruntent de quoi investir aux banques, destinent leur production à l'industrie agroalimentaire...

La population ouvrière augmente jusque dans les années 1970 : les usines utilisent de la main d'œuvre peu qualifiée, les OS (Ouvriers Spécialisés), pour travailler à la chaîne. Avec l'augmentation du niveau d'étude, les ouvriers sont de plus en plus qualifiés. En outre, beaucoup de gens souhaitent exercer des métiers ayant peu de contraintes physiques et se tournent donc vers les emplois de bureau ou les professions libérales.

Les gens cherchent à habiter en ville car ils espèrent y trouver une meilleure qualité de vie et il y a de moins en moins d'emploi dans les campagnes : c'est **l'exode rural**. Pour loger tous les nouveaux habitants, les villes de la région parisienne notamment se développent : c'est la construction massive des barres d'immeubles comme la cité des 4 000 à la Courneuve, des villes nouvelles comme Cergy-Pontoise.

Néanmoins, à partir des années 1980, on assiste à une **rurbanisation**, c'est-à-dire que les gens cherchent une bonne qualité de vie en campagne tout en étant à proximité de la ville, ce qui est possible avec le **développement massif des transports en commun** (TER, RER, métro, tramway, bus). De plus, depuis les années 1990, on assiste à la destruction progressive des barres et des tours car ces quartiers sont devenus au fil du temps des lieux d'exclusion et de ghettoïsation.

Docs 2, 3 et 4 p. 322-323 : (CA8+CA5)

Durant les Trente Glorieuses, la croissance économique est d'environ 5% par an et elle s'accompagne d'un **doublé du niveau de vie de 1952 à 1973**. Les logements sont de plus en plus confortables : c'est l'ère du développement du robot ménager, de la machine à laver, du réfrigérateur, de la télévision, de la 4 CV, de plus en plus de logements ont les WC à l'intérieur de la maison et possèdent une douche. Les gens veulent se faire plaisir et en ont les moyens : c'est le début de **l'ère de la consommation de masse**.

Doc 2 p. 320 : (CA7)

De plus, les gens accordent de plus en plus de temps à leurs loisirs : on entre dans la **civilisation des loisirs**. Cela est d'autant plus possible qu'en 1956 la troisième semaine de congés payés arrive dans les foyers.

Les Trente Glorieuses voient aussi l'**évolution du statut de la femme**. En 1944, les femmes obtiennent le droit de vote, en 1966, elles peuvent exercer une profession sans l'autorisation de leur mari puis dans les années 1970, elles obtiennent l'égalité avec leur mari pour choisir le lieu de résidence et le divorce par consentement mutuel est accordé.

Néanmoins, à partir des chocs pétroliers de 1973 et 1979, l'euphorie des Trente Glorieuses disparaît. Le chômage, les délocalisations, la désindustrialisation, la montée de la violence notamment dans les banlieues inquiètent. L'avenir est plus incertain.

Docs 4, 5 et 6 p. 325 : (CA7)

Les **repères de la société évoluent** eux-aussi : le nombre de divorces, de personnes vivant en union libre et de naissances hors mariages augmentent. La **population vieillit** : on estime qu'en 2015, la part des plus de 60 ans sera supérieure à celle des moins de 20 ans. La société et l'économie vont donc devoir s'adapter car se posent de nombreux problèmes comme le financement des retraites, le travail et la reconnaissance de ceux que l'on appelle désormais les « **seniors** ». Se pose également la question de la place laissée aux jeunes dans cette nouvelle société qui a peur de sa jeunesse.